



GRAND DOSSIER • SOUVERAINETÉ, ÉNERGIE ET INDÉPENDANCE

Souveraineté énergétique

Décider sans subir

Produire, piloter et distribuer une énergie abordable, décarbonée et maîtrisée. Une politique nationale pour retrouver la capacité d’agir, protéger les Français et transmettre des infrastructures durables.

LA DOCTRINE

L’énergie conditionne toutes les autres souverainetés. La France doit maîtriser un socle stable, pilotable et décarboné, mesurer les résultats et financer les capacités qui créent une valeur durable.

Produire Un socle national stable, pilotable et décarboné.	Protéger Les ménages, l’industrie et les services essentiels contre les ruptures.
Transmettre Des infrastructures, des compétences et des filières durables.	Vérifier Des coûts complets, des capacités et des résultats publiés chaque année.

PROBLÈME

Ce que la France ne maîtrise pas, elle finit par le subir

La souveraineté énergétique n'est ni l'autarcie ni le refus des coopérations européennes. Elle est la capacité de choisir nos sources, de garantir nos besoins essentiels et de négocier sans dépendance excessive.

L'énergie relie directement les souverainetés industrielle, alimentaire, numérique, sanitaire, militaire, territoriale et climatique. Sans disponibilité, sans réseau fiable et sans compétences, aucune politique de long terme n'est solide.

La direction

Une énergie disponible, abordable, pilotable et décarbonée, dont la France maîtrise les infrastructures, les compétences et les chaînes critiques.

Dépendances Mesurer les importations, les composants critiques et l'exposition aux ruptures.	Parc et réseaux Connaître l'état réel des capacités, de la maintenance et des marges de pointe.
Compétences Préserver les métiers, les formations et la capacité d'ingénierie nationale.	Prix complets Comparer les coûts de production, de réseau, de stockage et de sécurité.

PRINCIPE

Coopérer avec nos partenaires sans transférer la maîtrise de nos choix essentiels, de nos infrastructures stratégiques ni de notre organisation démocratique.

De la dépendance à la souveraineté énergétique

Une politique crédible relie chaque décision à son exécution, à ses effets mesurables et à un contrôle public régulier.

1 — CONSTATER

Mesurer les besoins, les dépendances, l'état du parc, du réseau, des compétences et des chaînes d'approvisionnement.

2 — DÉCIDER

Fixer un mix national pilotable et décarboné : nucléaire, hydraulique et renouvelables adaptées aux territoires.

3 — METTRE EN ŒUVRE

Planifier les capacités, moderniser le réseau, former, commander en France et financer selon la valeur démontrée.

4 — PRODUIRE LES EFFETS

Sécuriser les prix et l'approvisionnement, décarboner l'économie, recréer des filières et réduire les importations critiques.

5 — VÉRIFIER

Publier chaque année les coûts complets, la disponibilité, les émissions, les importations et l'avancement des capacités.

GARDE-FOU

Décarboner par l'ajout de valeur, l'innovation et la durée de vie des équipements - non par une dépendance permanente aux aides publiques.

Reconstruire une capacité nationale de long terme

EDF, bras stratégique de la Nation

EDF redevient une entreprise nationale intégrée, capable d'investir, d'entretenir les réseaux et de préparer l'avenir. La puissance publique reconstruit les moyens de production et de sécurité.

Deux EPR pour rouvrir le temps long

Le lancement maîtrisé de deux EPR constitue un signal industriel, un socle électrique pilotable et décarboné et un levier pour former, rechercher et restructurer la filière.

Sécuriser l'existant

La maintenance, la sûreté, la prolongation techniquement justifiée et l'anticipation du renouvellement deviennent des priorités continues sous contrôle indépendant.

Hydroélectricité et territoires

Les barrages sont modernisés et les microcentrales pertinentes réactivées. Une vallée qui produit une part de son énergie renforce sa résilience économique et territoriale.

PRODUCTION RÉPARTIE

Chaque lieu de puissance peut contribuer

La souveraineté se construit dans les grandes installations, mais aussi sur les surfaces déjà artificialisées, les bâtiments publics, les exploitations, les hôpitaux, les logements et les territoires ultramarins.

Solaire utile Priorité aux toitures, ombrières, bâtiments tertiaires et équipements publics proches des besoins.	Petit éolien Déploiement domestique ou tertiaire lorsque le potentiel réel, le bruit et la sécurité le permettent.
Stockage Associer la production locale à des moyens de stockage et de pilotage adaptés.	Réseaux Moderniser et sécuriser la distribution afin de relier production et usages réels.

LE GARDE-FOU

Aucune technologie ne sera déployée par effet de mode. Rendement, bruit, sécurité, maintenance, réparabilité, origine des composants, bilan carbone et durée d'amortissement devront être mesurés.

Sortir de la logique de la prime permanente

La décarbonation doit créer une valeur énergétique, économique, industrielle ou patrimoniale vérifiable.

Les ménages, entreprises et bâtiments tertiaires pourront mobiliser l'autofinancement, le crédit, le leasing énergétique, l'investissement collectif ou des contrats rémunérés par les économies réellement obtenues.

Les objectifs seront progressifs et laisseront le choix des moyens : isolation, récupération de chaleur, solaire, petit éolien, stockage, modernisation des équipements ou mutualisation locale.

Le rôle de l'État

L'État fixe la direction, mesure les résultats, sécurise les règles et développe les filières stratégiques françaises. La dépense publique se concentre sur les infrastructures souveraines, la recherche, la formation et les capacités que le marché ne peut construire seul.

NOUVEAU PRINCIPE

Ne plus installer pour obtenir une aide, mais investir pour produire de la valeur, diminuer durablement la dépendance et atteindre un objectif de décarbonation tenable.

Produire, isoler, stocker, former et réindustrialiser

Réduire la dépendance au gaz

Organiser une trajectoire décroissante de dépendance et développer l'hydrogène national lorsqu'il répond à un besoin industriel ou de stockage pertinent.

Ne plus gaspiller

L'isolation et l'éco-construction réduisent les besoins à la source. L'énergie la plus sûre est aussi celle que l'on ne perd plus.

Former une Nation énergétique

Campus, filières, reconversions et reconnaissance des métiers reconstruisent les savoirs nécessaires sur plusieurs générations.

Maîtriser les chaînes critiques

Cuivre, terres rares, batteries, transformateurs et électrolyseurs font l'objet d'une stratégie d'approvisionnement, de recyclage et de réindustrialisation.

Financer les capacités, pas les effets d'annonce

La souveraineté énergétique doit être inscrite dans une programmation décennale cohérente avec le Budget 2028-2037 et distinguant clairement investissement, fonctionnement et effets induits.

Investissements souverains Production pilotable, réseaux, hydroélectricité, stockage, sûreté et infrastructures critiques.	Fonds souverains Mobiliser l'épargne longue pour les actifs énergétiques rentables, sans masquer le coût public.
Redéploiements Réduire les doublons administratifs et renforcer l'ingénierie, le contrôle et les équipes territoriales.	Effets induits Mesurer importations évitées, emplois, recettes, baisse des coûts de production et valeur industrielle créée.

Règle budgétaire

Chaque opération doit présenter son coût complet, son calendrier, ses risques, son financement et ses résultats attendus. Les économies ou recettes induites ne sont retenues qu'avec des hypothèses explicites et vérifiables.

Articulation nationale

Cette trajectoire contribue à l'enveloppe globale d'économies et de redéploiements de 400 à 600 milliards d'euros sur dix ans, sans confondre économies brutes, investissements nécessaires et retours économiques différés.

TRAJECTOIRE

Agir maintenant, construire sur vingt ans

Immédiatement Audit des capacités, dépendances, réseaux, compétences et matériaux critiques ; plan de maintenance et de sûreté ; clarification du rôle stratégique d'EDF.	Dans les cinq ans Lancement des deux EPR, modernisation hydroélectrique, production répartie pertinente, stockage, isolation prioritaire et formations.
De cinq à vingt ans Nouvelles capacités pilotables, réseaux résilients, chaînes industrielles reconstruites et dépendance gazière réduite.	Contrôle annuel Publication des coûts complets, de l'avancement, des capacités disponibles et des résultats industriels, sociaux et climatiques.

MÉTHODE

La stabilité du cap va de pair avec la transparence de l'exécution : mesurer, publier, corriger ce qui ne fonctionne pas et maintenir ce qui produit des résultats.

Une souveraineté qui se mesure

Sécurité Capacité pilotable disponible, continuité des réseaux, marges de pointe et résistance aux crises.	Indépendance Dépendance aux importations, maîtrise des équipements critiques et part de production nationale.
Économie Coût complet, investissements, valeur industrielle créée, emplois et importations évitées.	Justice et climat Prix pour les ménages et l'industrie, précarité énergétique, émissions évitées et efficacité réelle.

La maîtrise de l'énergie est le premier acte d'un pays qui choisit de ne plus trembler.

La République du Bien Commun ne promet ni une énergie gratuite ni une technologie providentielle. Elle propose une discipline nationale : choisir un ensemble cohérent de moyens, mesurer ce qu'ils produisent, former ceux qui les feront fonctionner et transmettre à la génération suivante davantage de capacités que de dépendances.

Protéger, produire, transmettre

Une doctrine nationale pour construire la France du XXI^e siècle.

LE CONTRAT

**Le site démontre. Les dossiers expliquent.
Les chiffres sont vérifiés. Les citoyens et
les élus agissent.**

Document de travail - septembre 2026

Ce dossier constitue une base de débat, de programmation et de vérification. Les hypothèses doivent être testées, corrigées ou abandonnées lorsque les faits l'imposent.